

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence
Résumé de recherche

Auteurs : Luigi Orsenigo et Francesco Laforgia, Université de Brescia, Italie

Titre : Établissement d'entreprises et d'industries concurrentielles sur les marchés mondiaux : étude des économies prospères

Aspects examinés :

- Compétitivité
- Infrastructure, capital humain et financier, R-D, institutions
- Investissement direct étranger (IDE)
- Politiques macroéconomiques, industrielles et sectorielles

Ingrédients d'une croissance économique vigoureuse

L'objectif du présent document est de mettre en évidence les éléments et les procédés qui favorisent une croissance et des transformations économiques satisfaisantes en examinant la situation de plusieurs pays dont l'économie est florissante. Les contextes varient toutefois grandement d'un pays à l'autre. La réussite économique de la Finlande, par exemple, est attribuable à une seule grande entreprise. D'autres pays doivent leur prospérité à plusieurs grandes entreprises ou encore, aux petites et moyennes entreprises (PME). Certaines économies reposent sur l'IDE; d'autres sur une croissance endogène. Enfin, certains pays ont ouvert leurs marchés à l'étranger tandis que d'autres ont préféré les protéger. Dans les cas étudiés, la croissance était observable dans des secteurs variés et à différents stades de développement national.

De nombreux éléments peuvent contribuer à la prospérité des entreprises et des industries. Le consensus est assez faible en ce qui a trait aux mesures et aux politiques institutionnelles qui favorisent la compétitivité et la croissance. L'importance de l'infrastructure, de la formation et de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée fait toutefois l'unanimité. Par ailleurs, la recherche et l'innovation, et la mesure dans laquelle ces deux aspects sont liés à la production et à l'investissement, sont toujours des éléments clés. Mais, au-delà des ingrédients comme tels, leur combinaison, leur complémentarité et les interactions qui existent entre eux sont capitales.

La documentation passée en revue propose une série de facteurs susceptibles de favoriser la croissance : la formation, une main-d'œuvre qualifiée, la capacité de mettre à profit et d'adapter le savoir-faire étranger et l'exploitation d'un nouveau créneau de marché. Les auteurs ne sont cependant pas unanimes en ce qui concerne la libéralisation des échanges et des marchés puisque dans certains cas de réussite, le degré de libéralisation était assez faible, l'intervention de l'État ayant joué un rôle prépondérant. L'incidence des conditions du marché du travail, des conditions du marché financier et des autres institutions est un aspect qui suscite une vive controverse.

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

Parmi les dimensions sectorielles les plus importantes de la compétitivité, on retrouve les économies d'échelle et de gamme, la structure de coûts (en particulier les coûts irrécupérables), les barrières à l'entrée, la structure de la demande, les progrès technologiques et les procédés novateurs. Pour chaque activité industrielle, il existe des façons dites « typiques » ou « dominantes » d'organiser la production. De fait, il est possible mais rare que plusieurs combinaisons de stratégies et de formes d'organisation offrent la même efficacité.

On a parfois tendance à penser que les nouvelles entreprises sont des bons moteurs de croissance de la productivité tout en étant des sources de nouveaux produits, de nouvelles technologies et d'innovation. Cependant, la plupart de ces entreprises sont petites et se situent bien en dessous d'un seuil minimal de rendement. Bon nombre d'entre elles sont issues d'une scission et ne réussissent qu'après une décennie à atteindre une taille, un rendement et une productivité comparables à celle de l'entreprise dont elles découlent. Ainsi, l'idée selon laquelle les politiques devraient encourager la création de nouvelles entreprises est contestée.

L'abondance relative de la dotation en facteurs (ressources naturelles, capital humain et financier) permet de définir les avantages que présente un pays et de cerner les possibilités pour l'implantation d'activités économiques précises. Mais les ressources, les compétences et les débouchés qu'offre un pays ne sont pas simplement des éléments en puissance qui attendent d'être exploités. On les construit, on les découvre et parfois même on les modifie par des processus d'apprentissage actif. À titre d'exemple, dans bon nombre de pays, le faible coût de la main-d'œuvre constitue un facteur clé. Certains en tirent profit pour exporter des chapeaux, d'autres des ballons de soccer. Ces industries sont souvent le fruit des efforts expérimentaux d'entrepreneurs isolés que d'autres ont par la suite imités.

L'abondance des ressources naturelles devient un facteur d'essor lorsqu'elle est associée à des idées novatrices, mais ne constitue pas en soi une condition préalable à la croissance. L'infrastructure, elle, est une composante essentielle du développement. Des exemples étudiés, il ressort qu'indépendamment de l'infrastructure de base, la croissance économique va de pair avec la mise en place d'une infrastructure adéquate ou de grande envergure. Il arrive même qu'une croissance soit enregistrée avant le début des constructions.

Grappes d'entreprises et multinationales

Une autre approche en matière de politiques consiste à cibler les grappes d'entreprises. Certains pays ont établi des politiques à cet égard et considèrent les grappes industrielles comme des moteurs de la croissance économique. Cette formule comporte plusieurs avantages, notamment la présence locale d'un plus grand nombre de fournisseurs spécialisés des intrants et des services intermédiaires propres à l'industrie concernée, un bassin d'employés possédant des compétences similaires recherchées et une plus grande facilité de communication entre les entreprises, ce qui accélère l'adoption et la diffusion de

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

la technologie et permet d'innover plus rapidement dans ce domaine. Il est beaucoup plus facile de tenter d'expliquer pourquoi la grappe d'entreprises constitue un système avantageux que d'émettre des hypothèses sur les raisons de sa formation. Une technologie ou un marché inexploité, un bassin d'employés qualifiés, une entreprise d'avant-garde ou la présence d'« agents du savoir » sont tous des éléments qui peuvent amener des entreprises à se regrouper. D'autres facteurs, comme le capital-risque et certaines attitudes sociales (p. ex. l'esprit d'entreprise), n'interviennent que plus tard dans l'évolution de la grappe.

L'effet de connaissance est considéré comme une des principales retombées externes des grappes industrielles. Par contre, certains auteurs précisent que la diffusion du savoir à l'intérieur d'un regroupement d'entreprises n'est pas un processus naturel. En effet, l'accès aux connaissances nécessite une participation active à la recherche, des collaborations scientifiques et l'affectation judicieuse de ressources afin d'être en mesure d'assimiler le savoir extérieur. Le transfert des connaissances est rendu possible grâce à la mobilité des chercheurs et des travailleurs, aux opérations commerciales ou à d'autres mécanismes engageant des structures économiques et sociales très complexes.

Les théories sur le rôle des multinationales rejoignent en quelque sorte celles sur les grappes d'entreprises. Certains auteurs considèrent les multinationales comme les agents d'éclosion de l'expansion industrielle grâce à l'effet de connaissance (ou diffusion du savoir) et aux rendements croissants dynamiques découlant de l'apprentissage. Les multinationales peuvent favoriser le regroupement d'entreprises. Nombre de technologies sont désormais uniquement accessibles par l'intermédiaire de l'IDE. Cependant, il s'agit là d'un point très controversé car, comme la diffusion du savoir s'effectue principalement à l'intérieur des entreprises, le transfert de connaissances à une industrie nationale dépend à tout le moins de la capacité d'assimilation de celle-ci. Les exemples de transfert réussi ne concernent que des pays très développés et l'ampleur approximative du savoir absorbé varie considérablement selon les mesures employées.

Les multinationales peuvent s'avérer des instruments puissants d'appropriation des connaissances et de limitation des mouvements du savoir. De plus, comme bon nombre de multinationales confient désormais la production des pièces et des composantes à des sociétés extérieures, les filiales ne consacrent plus que très peu de temps à la R-D et à l'ingénierie. Les opérations d'assemblage réalisées dans les maquiladoras permettent une expansion rapide des exportations, mais cette formule ne fait pas augmenter la productivité ou la capacité intérieure. Lorsque les salaires augmentent, les multinationales se tournent vers les pays où les coûts de main-d'œuvre sont moins élevés.

Institutions

La compétitivité est en grande partie modelée par différents facteurs institutionnels, notamment les règles formelles et informelles qui prévalent dans la société, les organisations formelles, les procédures et les cadres de réglementation qui régissent l'activité économique.

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

De nombreuses études font état d'une forte corrélation entre les mesures et les indices d'efficacité des institutions et les indicateurs de rendement, comme le revenu par habitant, le taux de croissance et la volatilité de la croissance. Cependant, le sens dans lequel agit le lien de cause à effet demeure nébuleux. Beaucoup de pays pauvres réussissent à améliorer leur situation grâce à des politiques judicieuses poursuivies par des dictateurs, puis à transformer positivement leurs institutions politiques. Ainsi, la croissance économique entraîne des changements d'ordre institutionnel. Par ailleurs, la structure du système ne semble pas revêtir une importance particulière. Par exemple, les systèmes financiers centrés sur les banques ne favorisent pas une plus grande croissance économique que les systèmes financiers axés sur le marché. Ce qui importe vraiment est le niveau de développement du système en question.

Certaines sources affirment que les arrangements institutionnels en place et leur cohérence (harmonie ou discordance) font en sorte qu'un pays excelle dans des sphères économiques précises (et réussit peut-être moins bien dans d'autres). Ces paramètres peuvent être plus ou moins efficaces, selon leur cohérence et les rapports qu'entretiennent les différentes institutions. On n'évalue pas leur efficacité en termes absolus mais plutôt en ciblant des régions ou des sphères économiques précises.

Politiques

Les néolibéraux et les « structuralistes » ne s'entendent pas sur le rôle des politiques. Selon l'approche néolibérale, l'État ne devrait intervenir que pour corriger les déficiences du marché, particulièrement en matière d'approvisionnement en biens collectifs et en infrastructure fondamentale. Les néolibéraux croient également que les échecs gouvernementaux sont plus fréquents et plus dangereux que les déficiences du marché. Enfin, d'après eux, la meilleure stratégie, peu importe le pays et la situation, est toujours de libéraliser – et de laisser les choses aller. Selon la vision structuraliste, la théorie des « marchés complets », la concurrence parfaite, la connaissance des agents économiques, la stagnation des progrès technologiques, la constance des préférences et la prise de décisions « rationnelles » ne sont pas des réalités envisageables dans notre monde actuel. Le phénomène d'information incomplète est omniprésent et d'importants effets externes sont observés en matière de coordination et d'information.

Recherche, savoir et innovation

La sphère de la haute technologie repose sur trois éléments fondamentaux : la recherche, le savoir et l'innovation. Même le secteur manufacturier est de plus en plus axé sur l'information. En effet, on accorde désormais plus de place aux activités comme la recherche, la conception, le marketing et le réseautage, qui ajoutent de la valeur aux produits. L'accès au savoir et la capacité à l'assimiler sont deux conditions essentielles pour quelque entreprise, secteur d'activité ou pays souhaitant adopter une bonne position face à la concurrence. La

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

croissance économique va de pair avec la diffusion de techniques supérieures ou exemplaires qui mettent en œuvre une technologie très poussée.

La recherche et le savoir peuvent, dans une certaine mesure, être considérés comme des « biens publics » en ce sens qu'ils sont caractérisés par la non-rivalité (la consommation du bien par un individu n'empêche pas sa consommation par un autre) et la non-exclusivité (contrairement aux produits protégés par un brevet). Les activités de recherche et l'acquisition d'un savoir entraînent des coûts initiaux irrécupérables, mais le coût de reproduction est par la suite pratiquement nul et les bénéfices qu'on en retire vont croissant. Cependant, le savoir comporte un aspect tacite important. Il peut être propre à une personne ou encore à une organisation et sa transmission peut s'avérer ardue. L'acquisition d'un savoir et sa mise à profit nécessitent certaines compétences préalables ainsi que des investissements et des efforts (souvent considérables). L'assimilation de connaissances provenant de sources extérieures (p. ex. par imitation) engendre des coûts et n'est pas automatique. Elle est également impossible sans certaines capacités préexistantes. L'apprentissage est par ailleurs cumulatif. Il est difficile d'apprivoiser un secteur inconnu, d'acquérir des compétences dans de nouveaux domaines et de sortir des sentiers battus pour innover. C'est pourquoi on peut s'approprier les retombées économiques découlant d'une idée novatrice (même sans brevet), ce qui fait des produits de l'innovation des biens plus privés que publics.

Tout processus de génération ou d'adaptation de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques nécessite la participation de diverses sources d'information complémentaires, notamment des entreprises, des établissements publics de formation et de recherche, des « communautés de pratique », des entreprises du domaine technique et des organisations syndicales. Les institutions et les politiques en matière d'apprentissage technologique doivent se pencher sur différents points : l'établissement de systèmes nationaux de production et d'innovation, la promotion et le soutien de l'innovation dans le secteur de la technologie de pointe et au sein des industries traditionnelles, de même que la création de capacités (capacité d'assimilation, acquisition de capital humain, de laboratoires et d'équipement) et l'élargissement de celles-ci. Les institutions et les politiques doivent par ailleurs permettre la réalisation d'expériences, assurer une certaine coordination, faire la promotion des agents clés pour faciliter la diffusion des connaissances et se détacher du passé afin de favoriser l'exploration de nouveaux horizons.

Formation et main-d'œuvre qualifiée

La formation et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée sont probablement les déterminants les plus importants de la croissance économique. Le cas de l'Irlande en est une belle preuve. Ce pays affiche le rapport étudiants/habitants le plus élevé de toute l'Europe, et le commerce international, l'ingénierie et les nouvelles technologies y occupent une place importante. La situation est semblable en Finlande et dans les cinq tigres d'Asie. Très tôt, soit dans les années 1950, ces cinq pays ont investi des efforts considérables dans le secteur

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

de l'éducation, axant principalement leur système sur la formation professionnelle, l'ingénierie, les sciences et les mathématiques. Peu de gens ont accès à une éducation de base en Inde, mais ce pays abrite des établissements de calibre mondial et les diplômés y sont nombreux.

Indépendamment de la formation scolaire, les grandes entreprises offrent de la formation professionnelle à leurs employés. Dans bon nombre des cas examinés, les études universitaires ne représentaient pas le principal facteur de prospérité des entreprises et des industries. Il suffisait aux employés d'être titulaires d'un diplôme d'études secondaires et d'avoir reçu une formation en entreprise. Toutefois, ces deux conditions ne sont sans doute plus suffisantes aujourd'hui en raison des récents progrès technologiques et des investissements massifs en infrastructure de R-D et en éducation. La recherche en milieu universitaire occupe un rôle de plus en plus prépondérant. D'une part, elle sert d'appui à la R-D industrielle et, d'autre part, elle constitue une source directe de nouvelles possibilités novatrices.

Exemples de pays qui ont connu une croissance et des transformations économiques fructueuses

On retrouve des entreprises prospères dans divers pays, segments de marché et industries, toutes différentes sur le plan de la structure, de la taille, du degré et de la forme de concurrence. La nature, l'organisation et le modèle de gouvernance de ces entreprises varient toutefois grandement. La croissance économique de la Finlande est principalement attribuable à une seule entreprise. L'Irlande a transformé, par des mesures radicales, son économie jadis excentrée, chancelante et tournée vers l'intérieur en une économie solide, très évoluée et axée sur la technologie de pointe. Les entreprises ont réagi à ces mesures en se spécialisant dans des sous-secteurs précis de leur industrie. L'attraction de multinationales étrangères a grandement contribué à l'expansion industrielle.

L'industrialisation de la Corée s'est effectuée progressivement, d'abord par l'implantation d'industries légères, puis d'industries lourdes et enfin d'entreprises de haute technologie. Le *chaebol*, caractérisé par une structure hiérarchique, une organisation centralisée et une intégration verticale, est un système qui permet de fournir rapidement un appui unifié à un nouveau secteur d'activité, notamment en ce qui a trait au transfert de ressources humaines et financières.

La croissance qu'a connue Taïwan a été stimulée par les PME. Le territoire a d'abord accueilli des industries légères, puis des industries lourdes et pétrochimiques et, plus récemment, des entreprises de haute technologie. Le secteur public s'est développé massivement dans les secteurs de la fabrication et de l'infrastructure, et l'IDE a joué un rôle de premier plan dans l'essor du pays.

L'économie de Hong Kong repose sur le commerce en entrepôt, une activité qui y est exercée depuis longtemps, le commerce international, une infrastructure bien établie en matière de commerce et de finances, la présence de grandes entreprises britanniques et une affluence d'entrepreneurs, d'ingénieurs et de techniciens en provenance de la Chine continentale. La région

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

de Hong Kong s'est d'abord développée grâce à l'implantation d'industries légères à forte densité de main-d'œuvre et fondées sur les exportations, mais lorsque les coûts ont augmenté, les fabricants sont partis s'installer dans d'autres pays et la région s'est désindustrialisée.

Doté de capacités de base en matière de commerce en entrepôt, d'entretien de navires et de raffinage du pétrole, Singapour a connu une certaine croissance grâce aux industries légères. Cependant, les vrais moteurs de l'essor économique de ce pays ont été les multinationales dans les secteurs à plus grande valeur ajoutée axés sur les exportations ainsi que dans le domaine des services, principalement bancaires et financiers. L'activité économique de Singapour se concentre maintenant sur les produits de moyenne et haute technologie. Le pays affiche un haut taux de placement de capital-risque, regorge d'entrepreneurs et accorde beaucoup d'importance à la R-D. Toutefois, malgré ses installations de recherche de calibre international, Singapour n'a pas été en mesure de faire émerger de nouvelles entreprises de biotechnologie.

Grâce au faible coût de sa main-d'œuvre spécialisée en programmation de logiciels, l'Inde est devenue un des plus grands exportateurs dans ce domaine. Mais cela n'aurait pu être possible sans la mise en commun des compétences technologiques de différentes entreprises nationales, la mise en place de modèles d'affaires précis, dont l'offre de services impartis qui s'est avérée très efficace pour tirer profit des possibilités à l'échelle mondiale, et, surtout, l'émergence de créneaux de marché encore inexploités par les chefs de file mondiaux. Dans le domaine pharmaceutique, les entreprises indiennes ont profité de l'absence de protection par brevets pour fabriquer des médicaments génériques bon marché.

Facteurs communs aux histoires de réussite

Dans tous les cas étudiés, l'accumulation d'expériences et de connaissances a été le moteur de l'essor industriel. Un pays ou une entreprise ne peut pénétrer un nouveau marché ou connaître une croissance exponentielle du jour au lendemain. Les compétences organisationnelles et technologiques acquises antérieurement sont le fondement même de tout essor. Les pays ont tendance à se spécialiser dans un secteur technologique précis et à toujours orienter leurs recherches dans la même direction au fil du temps. Par contre, il est extrêmement difficile de prédire quelles compétences particulières et quels avantages mèneront au succès. C'est pourquoi la diversification de l'apprentissage semble être la meilleure stratégie, par opposition à une spécialisation hâtive et pointue (bien que, dans une certaine mesure, l'apprentissage doive être balisé et les ressources, orientées dans des directions particulières).

La réussite repose sur des avantages concurrentiels très précis. L'acquisition d'une base de connaissances très vaste ouvre la voie à la spécialisation. Les processus d'apprentissage cumulatif suivent une trajectoire très nette, de plus en plus ciblée au fil du temps.

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

L'émergence d'entreprises concurrentielles va souvent de pair avec l'exploitation de nouveaux marchés et de nouvelles technologies. Si l'exploitation d'un nouveau créneau offre tout un monde de possibilités, elle ouvre aussi la porte à la concurrence. Une entreprise va tenter sa chance dans un segment de marché ou un créneau technologique qui n'est pas déjà exploité par les entreprises existantes. L'exploitation d'un nouveau créneau ne demande pas, au préalable, une technologie très pointue. Les créneaux sont considérés comme le résultat de la différenciation des produits ou de la spécialisation verticale au sein d'une industrie. Une entreprise aura plus de chances de connaître du succès si elle se spécialise dans des activités complémentaires à celles des entreprises en place et qu'elle évite la concurrence directe.

Les exportations (mondiales ou régionales) ont été essentielles à la croissance économique de tous les pays examinés. Grâce aux exportations, un pays a accès à un marché très vaste (aucun pays n'avait une demande intérieure suffisamment grande ou élaborée pour soutenir la croissance). La concurrence étrangère force les entreprises à améliorer constamment leurs capacités, leur efficacité et leurs stratégies d'innovation. Les consommateurs avertis sont également une source d'idées, de connaissances et de progrès technologiques. Cependant, si les exportations sont un déterminant de la compétitivité, elles en sont également une conséquence (les entreprises exportent parce qu'elles veulent être concurrentielles).

Pour avoir accès aux connaissances et aux technologies, les entreprises doivent faire preuve d'ouverture, c'est-à-dire participer aux réseaux mondiaux de production et de recherche. L'IDE, la participation à des systèmes internationaux de production, la licenciation et l'imitation sont autant de moyens d'accéder au savoir et à la technologie. L'IDE se concentre surtout dans les industries fortement axées sur la technologie et le marketing. Un pays ne pourra attirer ce type d'investissement dans les activités de fabrication complexes (c.-à-d. plus élaborées que la stricte exploitation des ressources et que les activités exigeantes en main-d'œuvre) que s'il dispose de solides capacités. Sans ces dernières, les multinationales ne pourront fonctionner efficacement sur le territoire. Tout pays qui souhaite conserver son assise industrielle mais dont l'économie est caractérisée par une forte présence étrangère doit pouvoir rapidement améliorer ses capacités au fur et à mesure que les salaires augmentent et que les compétences recherchées évoluent.

En Amérique latine, les moyens de protection n'ont pas porté fruit faute de mesures alléchantes pour stimuler la compétitivité, mais la situation est toute autre en Asie du Sud-Est, où la protection offerte était subordonnée à d'excellents résultats au chapitre des exportations.

Dans tous les cas étudiés, le succès est fondé sur le développement de « systèmes d'innovation » qui mettent en relation les recherches menées par les petites, les grandes et les nouvelles entreprises, les universités et d'autres organismes publics de recherche. Pour certains pays, la réussite économique est attribuable aux grandes entreprises locales (Nokia, *chaebols*), pour d'autres, aux multinationales (Irlande, Singapour) et pour d'autres encore, aux petites

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

entreprises (Taïwan). Dans ces pays, les activités technologiques ont progressé à une vitesse beaucoup plus rapide que dans l'ensemble de l'OCDE. Bien que le soutien de l'État soit indispensable, il est essentiel que les entreprises se dotent des capacités nécessaires pour accueillir la technologie et être en mesure d'innover, sans quoi le transfert et la commercialisation de la technologie deviennent ardues.

Rien ne permet d'affirmer avec certitude que certaines institutions stimulent la compétitivité et la croissance. Les institutions des pays analysés sont bien différentes, que ce soit au chapitre de l'environnement politique (régimes démocratiques ou régimes autoritaires présentant des degrés de transparence très variés), du marché financier (systèmes axés sur les banques ou systèmes axés sur le marché) ou du marché du travail (corporatisme, syndicats, législation répressive). Aucun des pays examinés ne présentait une économie de marché « pure » ni ne possédait les caractéristiques habituellement associées au modèle anglo-saxon. Leur système se rapprochait possiblement davantage du modèle corporatiste.

Rôle des politiques dans les cas étudiés

Avant de connaître un essor, tous les pays analysés avaient des politiques bien différentes, mais la grande majorité d'entre eux a dû leur apporter des ajustements d'ordre macroéconomique pour que la croissance s'amorce. En Irlande, l'expansion industrielle a pris son envol par suite des ajustements imposés par l'unification du marché européen et l'avènement de la monnaie unique. Les ajustements apportés aux politiques macroéconomiques consistaient principalement en des compressions budgétaires et des réductions d'impôts. La Finlande devait contenir l'inflation et mettre fin à un cycle d'expansion et de ralentissement attribuable à la dévaluation de la monnaie et aux prix à l'exportation.

La politique macroéconomique en vigueur en Extrême-Orient était fortement axée sur la croissance, des changements structurels internes rapides et des volumes élevés d'exportations. Les disciplines monétaire et financière ont été maintenues, la dette extérieure était basse et les taux de change n'ont jamais été surévalués, ce qui a permis de maintenir les taux d'épargne et d'investissement assez hauts, et de favoriser une croissance vigoureuse et une inflation modérée. Les politiques macroéconomiques ont joué un rôle crucial, mais elles étaient orientées vers la croissance industrielle et la compétitivité. Dans tous les cas examinés, les politiques macroéconomiques n'ont jamais été dissociées de ces deux objectifs et le soutien de l'État était au cœur des stratégies mises en place.

Les politiques industrielles, elles, varient beaucoup d'un pays à l'autre. L'Irlande n'a pas de politique industrielle formelle, si ce n'est de garder le taux d'imposition des sociétés bas et d'attirer des multinationales sur son territoire. Néanmoins, la Irish Development Agency cerne les secteurs prospères à fort coefficient de savoir-faire qui cadrent bien avec l'univers irlandais et lance des campagnes visant à faire du pays une région clé de l'Europe et à y attirer les entreprises les plus performantes de ces créneaux. Par ailleurs, Enterprise

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

Irlande a pour mandat d'assurer la croissance de l'industrie nationale et d'intégrer à l'économie irlandaise des entreprises étrangères. Enterprise Ireland consacre beaucoup d'énergie à l'essor du marché du capital-risque et à l'élaboration de nouvelles politiques en matière de sciences, de technologie et d'innovation.

La Finlande se distingue par l'importance qu'elle accorde à la formation, à la science, à la technologie et à l'innovation, de même qu'à l'intégration de ces quatre éléments dans les stratégies qu'elle met en œuvre. L'élaboration de politiques fondées sur un système national d'innovation et sur les grappes industrielles est également un élément caractéristique de ce pays. Le programme finlandais en matière de grappes ne visait pas à favoriser les champions de l'industrie ou à planifier et coordonner des regroupements d'entreprises, mais plutôt à stimuler la formation de réseaux réunissant les secteurs public et privé dans le but de rendre les entreprises des différentes grappes existantes plus concurrentielles à l'échelle internationale.

Les cinq tigres d'Asie ont adopté des modèles économiques différents, comprenant des objectifs, des stratégies d'intervention, des profils de croissance, des plans d'IDE et des initiatives technologiques bien distincts. Le gouvernement de Hong Kong a mis en place des établissements et des groupes de soutien solides et bien financés, comme le Hong Kong Productivity Council et le Hong Kong Industrial Technology Centre, qui font office d'« incubateurs » de jeunes entreprises de haute technologie ainsi que d'agents de transfert de la technologie entre le monde universitaire et le milieu industriel. Des fonds ont été octroyés pour la R-D appliquée, les universités et les écoles polytechniques ont été agrandies, une nouvelle université des sciences et de la technologie (University of Science and Technology) a été créée et la formation technique et professionnelle a été améliorée.

L'économie de Singapour est fortement tributaire des multinationales. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement a activement cherché à attirer l'IDE dans des domaines bien précis. Il a encouragé l'implantation de multinationales dans des secteurs à grande valeur ajoutée axés sur les exportations et a tout mis en œuvre pour développer les compétences requises. Les entreprises publiques ont fourni l'infrastructure nécessaire et un secteur moderne de services bancaires et financiers a été aménagé. Lorsque les coûts liés à la main-d'œuvre et aux terrains ont augmenté, le gouvernement a encouragé les multinationales à relocaliser les activités techniques dans d'autres pays et à établir leur bureau régional à Singapour.

Les politiques de la Corée et de Taïwan favorisaient l'émergence d'entreprises locales. L'IDE a joué un rôle secondaire dans l'économie de ces pays, ne servant qu'à acquérir des formes de technologie que le marché local ne pouvait développer. Le marché intérieur de ces deux régions n'a pas été soumis au libre-échange. Grâce aux mesures protectionnistes en place, les entreprises naissantes ont eu tout le loisir de se développer. Les conséquences négatives du protectionnisme ont été contrebalancées par l'adoption de mesures d'encouragement à l'exportation très alléchantes. En matière d'acquisition de

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

technologies, la Corée a principalement axé ses politiques sur l'importation de biens d'équipement, la licenciation et les ententes avec les fabricants de matériel. Par la voie de la « rétroingénierie », les Coréens ont adapté les technologies importées et ont conçu de nouveaux produits. Il s'agit du pays en développement qui affiche les dépenses de R-D les plus élevées.

Taiwan a plutôt opté pour les subventions directes, principalement sous forme d'encouragements fiscaux : faible taux d'imposition des sociétés, exonération fiscale temporaire pour les nouveaux investissements et exonération des droits perçus sur les importations de biens d'équipement pour certains secteurs manufacturiers. Le gouvernement a orienté l'IDE dans les activités qui étaient peu développées sur son territoire et a veillé à ce que les fournisseurs locaux aient accès à la technologie utilisée par les multinationales. Il a aussi aidé à mettre sur pied des industries, construisant même des usines pour les vendre à des entrepreneurs privés ou en faire des entreprises publiques.

Tous les pays ont adopté des séries de politiques ciblant des entreprises ou des industries particulières et misant sur les interventions « horizontales », stratégie qui, en principe, devrait avoir une influence sur l'économie dans son ensemble. Ils ont favorisé la création de nouvelles industries et de nouvelles technologies plutôt que la protection des industries de longue date. Certains pays ont privilégié une approche ciblée et ont concentré leurs efforts sur le développement d'une poignée d'industries et d'entreprises. Tous les pays ont par contre instauré des politiques visant l'élargissement du bassin d'innovateurs potentiels et des processus généraux d'acquisition de compétences. Tous les pays ont aussi employé la technique du bâton (politique sur la concurrence à l'exportation et/ou politique sur la concurrence intérieure) et de la carotte (encouragements fiscaux, subventions) et ont mis en place différentes mesures pour renforcer les capacités. Bien que dans plusieurs pays, les politiques ont eu l'effet d'une onde de choc sur l'économie, la plupart d'entre elles ont été mises en œuvre de façon progressive.

Nombre d'auteurs affirment que la croissance des cinq tigres n'a pas été stimulée par les politiques industrielles en place, mais qu'elle a plutôt été le résultat naturel des hauts taux d'épargne et d'accumulation du capital. Certains soutiennent que les politiques d'intervention ont eu des répercussions négatives parce qu'elles ont encouragé les comportements de maximisation de la rente et la corruption. D'autres maintiennent que les politiques industrielles pratiquées en Corée et à Taiwan n'ont fait qu'accélérer légèrement le taux de croissance qui était déjà élevé en raison de la progression rapide du capital, de la formation et des gains sur le plan de la productivité totale des facteurs (PTF) découlant de l'emprunt de technologies à l'étranger.

Néanmoins, une autre grande portion des documents passés en revue soutient que ces politiques, malgré leurs faiblesses et les erreurs et problèmes qu'elles ont engendrés, ont été des facteurs essentiels à l'expansion industrielle. Tous les pays qui ont connu une croissance florissante avaient mis en place des politiques actives. Les difficultés observées dans de nombreux pays d'Amérique latine indiquent qu'en l'absence de telles politiques, l'essor est impossible.

Le présent document constitue un résumé de recherche commandé pour les besoins du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence. Les rapports demeurent la responsabilité des chercheurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du Groupe d'étude ou du Secrétariat.

Conclusions

Même si les ingrédients de la réussite économique sont nombreux, ils n'étaient généralement pas tous réunis au moment où les processus de croissance et de développement se sont enclenchés dans les divers pays étudiés. Les facteurs qui ont initié la croissance (la chance, un allègement fiscal considérable, l'apparition d'un nouveau segment de marché) et ceux qui l'ont par la suite soutenue (R-D, formation, coordination assurée par le gouvernement, infrastructure, croissance des fournisseurs nationaux) varient beaucoup d'un cas à l'autre. Les effets externes ne sont pas simplement des éléments en puissance qui attendent d'être exploités. L'intervention publique est nécessaire pour coordonner l'action collective.

La diffusion du savoir ne peut provoquer de croissance sans la présence d'agents (du secteur public ou privé) capables d'intégrer ces connaissances (p. ex. biotechnologie). Le système d'innovation sur lequel reposent les succès antérieurs ne sera pas nécessairement gage de réussite dans un autre domaine où les incertitudes sont nombreuses, où le délai entre la recherche initiale et le développement du produit est long et où la protection de la propriété intellectuelle est très rigoureuse.

Il n'y a pas de recette unique pour atteindre le succès. Ce qui importe vraiment est la combinaison des différents ingrédients et les interactions qui existent entre eux. Par exemple, une certaine combinaison de forme d'organisation, de mode d'apprentissage et d'environnement technologique pourrait être plus efficace pour une entreprise ou une industrie particulière. La compétitivité et la croissance émanent des interactions entre de nombreux individus, organismes et institutions.

Dans tous les cas étudiés, l'intervention du gouvernement a joué un rôle dans la croissance de l'économie. Tous les gouvernements ont tenté de stimuler l'essor industriel, et pas seulement par l'intermédiaire des biens publics. Les politiques publiques ont toujours été élaborées et mises en place en collaboration avec les entreprises et les industries, et souvent même avec les différents autres intervenants, particulièrement dans les pays qui ont connu une croissance marquée. Tous les pays ont accordé une attention soutenue à la formation, à la technologie, à la recherche, à l'innovation, aux progrès technologiques et aux nouvelles industries. La promotion des exportations est également une caractéristique commune à tous les pays examinés, mais elle ne s'est pas faite sans un certain degré de protectionnisme dans certains cas.